

# Mémo

**De :** Pierre-Alain Cotnoir

**Date :** 2002-12-18

**Objet :** le dernier sondage Léger Marketing

---

## Des lacunes méthodologiques du dernier sondage Léger Marketing

*En matière de sondage, la manipulation, volontaire ou non, vient plutôt du gouffre qui sépare ce qu'ils mesurent réellement des conclusions que l'on tire d'une lecture superficielle des chiffres publiés. Elle peut aussi provenir d'une formulation orientée des questions posées et d'une présentation astucieuse des réponses.<sup>1</sup>*

Sur la foi d'un sondage Léger Marketing, Le Devoir titrait à la une le samedi 14 décembre « Québec doit se plier aux conditions d'Ottawa ». Or, un examen le moins sérieux des données ne permet pas de soutenir une pareille conclusion.

Pour une raison très simple, le choix des alternatives offert aux répondants ne correspond pas à l'éventail des possibilités politiques envisageables. À cet égard, la question cruciale posée par la firme de sondage se lisait ainsi :

Sachant que la santé est de compétence provinciale, si le gouvernement du Québec jugeait inacceptables les conditions imposées par le gouvernement fédéral pour avoir accès à un budget additionnel dans la santé, selon vous, le gouvernement du Québec devrait-il...

?? Refuser et financer autrement

?? Accepter et permettre l'intervention du fédéral

Autant dire que la question contient sa propre réponse. En matière de formulation orientée, on peut difficilement faire pire. En effet, quel contribuable se dirait d'accord avec la conséquence d'un tel refus, une diminution des services ou une augmentation des impôts?

Sur le plan politique, cette formulation nous enferme dans une logique binaire limitant d'emblée les possibilités, comme si Québec ne pouvait que refuser ou se plier aux volontés d'Ottawa. Pourtant, d'autres choix politiques plus conformes à l'idéologie d'un gouvernement issu du Parti québécois existent, dont celui d'exercer sa souveraineté.

---

<sup>1</sup> Kessler, Emmanuel, 2002, *La folie des sondeurs*, éd. Denoël, Paris, page 131

Aussi, la question de Léger Marketing aurait pu au moins contenir un troisième choix : la récupération par Québec d'une partie des impôts payés à Ottawa pour financer les besoins en santé. Drôle d'omission de la part de Léger Marketing ! Il s'agit pourtant d'une éventualité bien présente dans la palette des options concevables pour un gouvernement souverainiste !

En mai dernier, le GROUPE avait posé une question vérifiant un tel scénario, les résultats en étaient les suivants :

#### Québec récupère impôts pour santé?

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Très favorable	696	61,0	61,2	61,2
	Assez favorable	293	25,7	25,8	87,0
	Peu favorable	55	4,9	4,9	91,9
	Pas du tout favorabl	93	8,1	8,1	100,0
	Total	1136	99,7	100,0	
Manquante	Ne sait pas	3	,2		
	Refus	1	,1		
	Total	4	,3		
Total		1140	100,0		

Plus des quatre cinquièmes des personnes interrogées se montraient alors favorables. Le GROUPE allait plus loin dans l'évaluation de cette troisième option en posant la question suivante :

Seriez-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord que le gouvernement du Québec tiennne simultanément, lors de la prochaine élection provinciale, un référendum portant sur la récupération d'Ottawa des sommes nécessaires en santé, éducation et soutien de la famille ?

#### Référendum en même temps qu'élection?

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Tout à fait d'accord	450	39,5	39,8	39,8
	Plutôt d'accord	309	27,1	27,3	67,1
	Plutôt en désaccord	136	11,9	12,0	79,1
	Tout à fait en désaccord	237	20,7	20,9	100,0
	Total	1132	99,3	100,0	
Manquante	Ne sait pas	8	,7		
Total		1140	100,0		

Les résultats montraient que plus des deux tiers de l'ensemble des répondants (72 % chez les seuls répondants francophones) se montraient d'accord avec ce scénario.

Or, l'appui à un tel référendum était manifeste, comme le montrent les résultats suivants.

Voteriez-vous OUI ou NON dans un référendum demandant le rapatriement des impôts payés à Ottawa, si le gouvernement du Québec s'engageait, dans un pacte avec la population du Québec, à consacrer en santé, éducation et soutien de la famille, et de manière chiffrée, toutes les sommes récupérées d'Ottawa ?

#### Vote référendum récupération impôts?

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	919	80,6	82,7	82,7
	Non	193	16,9	17,3	100,0
	Total	1112	97,5	100,0	
Manquante	Ne sait pas	27	2,4		
	Refus	1	,1		
	Total	28	2,5		
Total		1140	100,0		

Dans une présentation réalisée en juin dernier au conseil des ministres, nous avons balisé cet appui en montrant que même érodé des répondants les moins sûrs, il se maintenait à un niveau empreint de « clarté référendaire », soit 61 %.

Il est par ailleurs paradoxal de relever dans le même sondage publié par Le Devoir des données dissonantes avec un titre à l'emporte-pièce comme « Les Québécois désavouent Landry ». D'une part, on y apprend que 61 % des répondants appuieraient « un parti politique qui ferait du respect des compétences et des pouvoirs du Québec en matière de santé l'atout majeur de sa campagne électorale », ce résultat n'étant pas très différent de celui obtenu par le GROUPE en mars dernier dans un sondage où la question était alors la suivante :

Si lors des prochaines élections au Québec, l'un ou l'autre des enjeux suivants était au cœur de la campagne électorale du Parti québécois, pouvez-vous me dire, pour chacun d'entre eux, si cela vous inciterait à voter pour ce parti ...

...la défense du Québec en matière de santé ?

#### Thème: défense du Québec en matière de santé?

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	402	33,3	74,1	74,1
	Non	140	11,6	25,9	100,0
	Total	542	44,9	100,0	
Manquante	Ne sait pas	17	1,4		
	Système manquant	647	53,6		
	Total	664	55,1		
Total		1206	100,0		

D'autre part, dans ce même sondage rendu public par Le Devoir, plus des deux tiers des répondants considèrent qu'entre « le fédéral et les gouvernements provinciaux », le provincial « est le plus en mesure de gérer le système de santé » Ici aussi, les résultats confirment des résultats similaires obtenus par le GROUPE en mars 2002.

Lequel des deux gouvernements, OTTAWA ou QUEBEC devrait prendre l'initiative de la réforme des soins de santé?

**Qui devrait prendre l'initiative de la réforme des soins de santé**

		Fréquence	Pour cent	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Ottawa	117	9,7	23,6	23,6
	Québec	292	24,2	58,8	82,4
	Les deux	87	7,2	17,6	100,0
	Total	496	41,2	100,0	
Manquante	Ne sait pas	5	,4		
	Refus	1	,1		
	Système manquant	704	58,3		
	Total	710	58,8		
Total		1206	100,0		

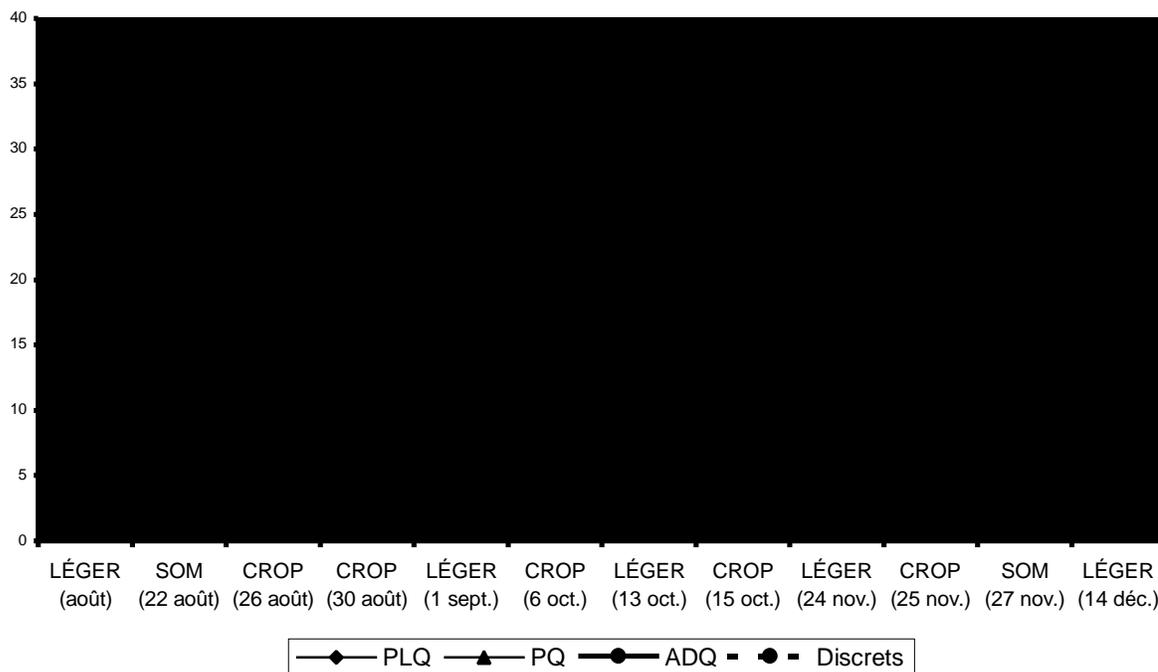
Ces résultats corroboraient des résultats analogues (61 % choisissant Québec) à une enquête menée en septembre 2001 auprès de répondants appartenant aux catégories centristes de l'électorat (3OUI, 2OUI et 1OUI).

Bref, la prépondérance accordée au gouvernement du Québec en matière de santé ne se dément pas. Elle doit donc être mise en lumière avec les choix stratégiques offerts aux répondants.

**Cachez ces données brutes que nous ne saurions voir !**

Une deuxième lacune méthodologique d'importance dans ce coup de sonde a trait au traitement même des données. Alors qu'il y a quelques semaines, les données brutes des intentions de vote obtenues par la firme Léger Marketing étaient rendues publiques, révélant un taux de 22 % de répondants discrets. Cette fois-ci, Le Devoir dans son édition du vendredi 13 décembre n'a pas jugé bon d'informer ses lecteurs des données brutes, seules les données pondérées étant présentées. Pourtant, le nombre de répondants discrets y demeure encore fort élevé, comme nous l'apprend ce matin-même la mise à jour du site WWW de la firme de sondage Léger Marketing (<http://www.legermarketing.com/francais/set.html>). Ce sont 17 % des répondants à ce sondage qui se retrouvent dans cette dernière catégorie.

## SONDAGES DEPUIS AOÛT 2002 (DONNÉES BRUTES EN %)



Or, si l'on actualise avec ces nouvelles données le graphique produit par Pierre Drouilly et publié par La Presse du 5 décembre 2002, force est de constater que l'effet miroir, révélé par le sociologue, entre les intentions de vote à l'égard de l'ADQ et la proportion de répondants discrets se trouve encore une fois confirmé. Pas besoin d'être devin, pour comprendre pourquoi Le Devoir s'est fait « discret » sur cette information pourtant cruciale..

Il faut donc se poser la question. Pourquoi la firme Léger Marketing obtient-elle des taux aussi élevés de non-réponses ? Serait-ce dû à des stratagèmes dont les sondés auraient le secret visant à influencer sur l'effet supposé de la publication d'un sondage ? Peut-on plutôt paraphraser Kessler en suspectant la désinvolture des sondés « choisis selon les hasards d'annuaire téléphonique ou du bon vouloir des digicodes, interrogés chez eux, par surprise, sur une multitude de choses – pas seulement les élections – et dans un temps très limité » ? L'inclusion de questions politiques dans un sondage omnibus ne permet pas une mise en contexte. C'est ce que déplorait Maurice Pinard et l'amenait à conclure en la nécessité de préparer les répondants aux thèmes abordés. Car, comme le signale si bien Kessler : « Le sondage impose à des gens qui n'ont rien demandé de s'exprimer sur des questions qu'ils ne se posent pas avec anxiété chaque matin au réveil »<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Op. cit. page 13

Qui plus est, comme le soulignait avec justesse Pierre Bourdieu : « les sondeurs travaillent à poser surtout les questions que se posent les gouvernants, les dirigeants des sociétés industrielles, les animateurs des grandes forces politiques et des journaux les plus puissants. »<sup>3</sup>

Il ne s'agit pas ici de jeter le bébé avec l'eau du bain, mais de prôner une utilisation de l'instrument à bon escient. Dans ce sens, il demeure un outil efficace afin de modéliser l'électorat.

Ainsi, il constitue toujours une méthode éprouvée pour raffiner notre compréhension des attitudes et conduites probables des électeurs à partir de scénarios établis par les acteurs politiques. Cependant, il ne devrait jamais servir de justificatif à des positions velléitaires. Surtout quand celles-ci ne sont étayées que par une analyse étriquée de résultats obtenus à partir d'un sondage mené à la va-vite.

Pierre-Alain Cotnoir

---

<sup>3</sup> Bourdieu, Pierre, *L'opinion publique n'existe pas*, *Les temps modernes*, janvier 1973